

Notice d'information (RGPD)

VIDÉOSURVEILLANCE DANS LE BÂTIMENT TWIST

1. Introduction

Le site dénommé « Twist » situé 12 boulevard du Jazz à 4370 Belvaux comporte essentiellement trois parties :

- la **partie détenue par l'Etat**, constituée des bureaux au sein des ailes A et B, et de commerces (actuellement non encore occupés) donnant sur la cour intérieure du site ;
- la **partie résidentielle**, constituée d'appartements ;
- la **partie commune à l'Etat et aux résidents**, constituée essentiellement du **parking sous-terrain** (niveaux -1, -2 et -3).

La partie du bâtiment Twist détenue par l'Etat (ci-après le « bâtiment Twist ») héberge les deux entités étatiques suivantes :

- l'Institut national de la statistique et des études économiques (ci-après « **STATEC** ») et
- la Commission Nationale pour la Protection des Données (ci-après « **CNPD** »).

*Cette notice d'information a pour objet d'informer sur le traitement de **vidéosurveillance** mis en œuvre par le STATEC, représentant ici l'Etat, à la fois aux abords du bâtiment Twist et à l'intérieur de la partie du bâtiment Twist détenue par l'Etat, et ce à l'égard de l'ensemble des personnes concernées (agents du STATEC et de la CNPD, visiteurs, candidats, prestataires externes, fournisseurs, résidents, passants...).*

*Le système gérant les **caméras de reconnaissance de plaque commandant les barrières d'accès au parking sous-terrain** du bâtiment Twist est strictement distinct du système de vidéosurveillance. Le traitement des données liées au système gérant lesdites caméras de reconnaissance de plaque d'immatriculation fait l'objet d'une notice séparée consultable sur l'intranet du STATEC et sur son site Internet.*

2. Responsable du traitement

Suivant le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données et ci-après désigné le « RGPD »), **le responsable du traitement du système de vidéosurveillance est le STATEC.**

Au sein du STATEC, la gestion opérationnelle du système de vidéosurveillance est assurée au quotidien par les agents de l'Unité Bâtiment (« BRB3 ») et la maintenance informatique du système de vidéosurveillance est assurée ponctuellement par les agents de l'Unité IT Infrastructure (« IT2 »).

Le responsable du traitement peut être contacté à l'adresse suivante :

STATEC
12 Boulevard du Jazz
L-4370 Belvaux

3. Base de licéité permettant le traitement de vidéosurveillance

Le traitement lié à la vidéosurveillance est nécessaire à la fois au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis et aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement. Les bases de licéité sont l'article 6, (1) (c) et (f) du RGPD.

Le STATEC a une obligation de protection de la sécurité et de la santé des travailleurs et en tant que responsable du traitement il est soumis à [la loi du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles.](#)

4. Finalités du traitement

Le responsable du traitement traite les données issues de la vidéosurveillance afin :

- de contrôler les accès aux locaux dans le bâtiment Twist et de dissuader des entrées non contrôlées ;
- d'assurer la sécurité et la santé des agents du STATEC et de la CNPD, des visiteurs, candidats, prestataires externes, fournisseurs;
- de protéger contre le vol et le vandalisme les biens appartenant à l'Etat (bâtiments, installations techniques, matériel, marchandises, etc.) ou appartenant aux personnes fréquentant le bâtiment Twist;
- de détecter et d'identifier des accès non contrôlés ou des comportements suspects ou dangereux susceptibles de provoquer des accidents ou une atteinte à la sécurité ou à la santé des personnes et des biens ;
- d'intervenir en cas d'accès non contrôlé ou de comportements suspects ou dangereux susceptibles de provoquer des accidents ou une atteinte à la santé ou à la sécurité des personnes et à la sécurité des biens dans le but de venir en aide à la personne concernée, de mettre un terme ou poursuivre l'atteinte à la santé ou à la sécurité pressentie ;
- de repérer avec précision l'origine et le déroulement d'un incident ou d'une atteinte à la santé ou à la sécurité des personnes et des biens et de documenter l'imputabilité ;
- d'organiser et d'encadrer une évacuation rapide des personnes en cas d'accident ;
- de pouvoir effectuer une levée de doute en cas d'alarme incendie ou d'intrusion ;
- de pouvoir alerter en temps utile les services de secours, d'incendie ou les forces de l'ordre ainsi que de faciliter leur intervention.

Les traitements fondés sur l'intérêt légitime de protection des biens, la poursuite des obligations légales du STATEC en matière de sécurité et de santé des collaborateurs et des usagers se font sur base d'un soupçon initial et conformément au principe de l'intensification progressive des contrôles.

5. Surveillance des locaux intérieurs et des abords du bâtiment

La vidéosurveillance est mise en œuvre à la fois aux abords du bâtiment Twist et à l'intérieur de la partie du bâtiment Twist détenue par l'Etat.

Le responsable du traitement a fait appel à un prestataire externe, qui offre des services de gardiennage et surveillance du bâtiment TWIST.

6. Minimisation des données

Le responsable du traitement ne filme que ce qui est strictement nécessaire pour atteindre les finalités poursuivies (données adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire) et respecte le principe de proportionnalité concernant les opérations de traitement relatives à la vidéosurveillance.

7. Catégories de données traitées

Les enregistrements d'images (uniquement ; en l'absence de son) qui permettent d'identifier les personnes filmées (sans qu'il ne s'agisse pour autant d'une reconnaissance automatisée des personnes), lieu, date et heure provenant des caméras de surveillance.

8. Catégories de destinataires des données traitées

En tant qu'administration publique, le responsable du traitement est tenu à une obligation de discrétion et ne peut partager les données traitées que dans des conditions strictes et encadrées.

Le responsable du traitement peut être amené à partager les données avec son sous-traitant, la société de gardiennage et surveillance, conformément à la loi et pour les seuls besoins des prestations qui lui sont confiées.

Le responsable du traitement est également tenu de partager les données à l'égard des autorités policières ou judiciaires compétentes agissant dans le cadre d'une procédure judiciaire, ou autre procédure où le responsable du traitement est amené à défendre ses intérêts ou obligations légales.

Ainsi, les images peuvent être visionnées, en cas d'incident ou d'infraction, i) par le personnel du STATEC dûment habilité, à savoir, les agents de l'Unité Bâtiment (gestion quotidienne) et les agents de l'Unité IT Infrastructure (maintenance informatique) ainsi que la hiérarchie des agents de ces deux unités - et ii) par les autorités policières ou judiciaires compétentes.

Les données restent dans l'Union européenne et ne font l'objet d'aucun transfert à destination de pays tiers.

9. Durée de conservation des données

Les données issues de la vidéosurveillance sont conservées pendant une période maximale de 7 jours. La durée de conservation des données peut cependant être étendue en cas d'incident, d'infraction ou de procédure judiciaire en cours. Ces données seront ensuite effacées si elles ne sont plus nécessaires pour atteindre l'objectif pour lequel elles ont été collectées.

10. Vos droits

Aux conditions et dans les limites prévues par les dispositions législatives et réglementaires, la personne concernée dispose d'un certain nombre de droits relatifs au traitement de ses données à caractère personnel. Vous pouvez contacter le Data Protection Officer du STATEC (délégué à la protection des données) pour toute demande.

Tout d'abord, vous disposez d'un droit à l'information qui vous offre la possibilité d'obtenir des compléments d'information sur cette notice.

Vous avez également le droit de demander au responsable du traitement l'accès aux données à caractère personnel, la rectification ou l'effacement de celles-ci, ou une limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou du droit de s'opposer au traitement et du droit à la portabilité des données.

Pour donner suite à votre demande d'exercice de droits, le responsable du traitement peut vous demander de préciser, avant toute fourniture de données, les données/opérations de traitement/période et/ou localisation précise sur lesquelles porte votre demande, conformément au considérant (63) du RGPD.

Lorsque le responsable du traitement a des doutes raisonnables quant à l'identité de la personne physique présentant la demande, il peut demander que lui soient fournies des informations supplémentaires nécessaires pour confirmer l'identité de la personne concernée.

11. Personne de contact

Pour toute demande liée à la protection des données à caractère personnel, vous pouvez contacter le Data Protection Officer du STATEC (délégué à la protection des données) :

- par courrier électronique à l'adresse dpo@statec.etat.lu

- par courrier postal à l'adresse suivante :

STATEC
À l'attention du délégué à la protection des données
12 Boulevard du Jazz
L-4370 Belvaux

12. Réclamations

Si vous estimez que le traitement de vos données n'est pas conforme au RGPD, vous pouvez introduire une réclamation auprès du Data Protection Officer du STATEC.

Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation portant sur le traitement de vos données à caractère personnel par le STATEC auprès de la Commission Nationale pour la Protection des Données sur le site Internet <https://cnpd.public.lu/fr/particuliers/faire-valoir/formulaire-plainte.html> ou via courrier postal :

Commission nationale pour la protection des données
Service des réclamations
15, Boulevard du Jazz
L-4370 Belvaux

13. Mise à jour

La présente notice d'information peut être amenée à évoluer pour protéger au mieux vos données à caractère personnel. La dernière version en vigueur est consultable sur l'intranet du STATEC et sur son site web (www.statec.lu).